

Document:-  
**A/CN.4/SR.603**

**Compte rendu analytique de la 603e séance**

sujet:  
**<plusieurs des sujets>**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1961, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

l'exemption dans un cas particulier et est étroitement liée à la question du début et de la fin des privilèges et immunités diplomatiques.

87. Le **PRESIDENT** propose d'inviter le Comité de rédaction à apporter à l'article les modifications nécessaires, compte tenu du paragraphe 4 de l'article 39 de la Convention de Vienne, et plus particulièrement de la dernière phrase de cet article qu'a signalée M. Ago. Le Comité de rédaction devra également déterminer si la disposition doit constituer un article séparé, ou être jointe à un autre article.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 13 heures

### 603<sup>e</sup> SEANCE

*Lundi 5 juin 1961, à 15 h 10*

*Président : M. Grigory I. TOUNKINE*

#### **Allocution de bienvenue du Sous-Directeur général du Bureau international du Travail**

1. M. JENKS, Sous-Directeur général du Bureau international du Travail, exprime la satisfaction toute particulière qu'éprouve l'Organisation internationale du Travail (OIT) à accueillir la Commission du droit international pour la dernière partie de sa treizième session, pendant que la Conférence internationale du Travail se réunit dans la Salle des Assemblées, récemment agrandie, du Palais des Nations. On peut voir dans les nouvelles dimensions de cette salle un signe symbolique de l'évolution de la communauté internationale, qui rend plus urgente, et partant beaucoup plus importante, la tâche de la Commission qui est de mettre en forme et de codifier le droit international.

2. M. Jenks se félicite du succès de la récente Conférence des Nations Unies sur les relations et les immunités diplomatiques et ajoute que l'OIT a été heureuse de contribuer pour sa modeste part aux délibérations de la Conférence touchant les problèmes de sécurité sociale. L'OIT sera toujours prête à placer ses connaissances et son expérience au service de la Commission et des conférences futures et elle continuera à suivre avec intérêt les travaux de la Commission en matière de relations et immunités consulaires, notamment dans la mesure où ces travaux peuvent influer sur le rôle que jouent les consuls dans l'application des conventions internationales du travail relatives aux travailleurs maritimes, aux migrations et aux travailleurs étrangers. Lorsque la Commission reprendra l'étude des relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales, en application de la résolution 1289 (XIII) de l'Assemblée générale, elle pourra compter sur l'expérience que l'OIT a acquise en cette matière à laquelle elle s'intéresse depuis longtemps et de façon continue. Dans ce domaine, les conceptions fondamentales de l'OIT partent de deux prémisses très simples : premièrement, les immunités accordées sur le

plan international revêtent une importance capitale en ce qu'elles permettent aux organisations internationales de s'acquitter de leurs responsabilités en toute liberté, indépendance et impartialité; deuxièmement, ceux qui bénéficient de ces immunités ont l'obligation formelle d'éviter tout abus de privilège qui soit de nature à jeter le discrédit sur les objectifs qu'ils cherchent à atteindre, ou à en compromettre la réalisation.

3. L'OIT suit aussi avec le plus grand intérêt les travaux de la Commission sur le droit des traités, car le nombre des accords dont elle est chargée de surveiller l'application ne cesse de croître chaque année. Lorsqu'il a souhaité la bienvenue à la Commission, lors de sa onzième session (481<sup>e</sup> séance, par. 2 à 5), M. Jenks avait indiqué que ce réseau d'obligations englobait 111 Conventions — dont 92 étaient déjà en vigueur — qui avaient fait l'objet de 1.892 ratifications et 1.382 déclarations d'application concernant les territoires non métropolitains et embrassaient 76 pays et 94 territoires. Ces chiffres ont été portés, depuis, à 115 Conventions — dont 98 sont en vigueur —, 2.288 ratifications et 1.280 déclarations d'application, embrassant 94 pays et 84 territoires. Le droit régissant cet ensemble d'obligations a certains traits caractéristiques, notamment en ce qui concerne les réserves, et M. Jenks exprime l'espoir que la Commission en tiendra compte lorsqu'elle étudiera le droit des traités. Un phénomène nouveau mérite d'être relevé : non moins de 27 Etats ayant récemment accédé à l'indépendance — soit plus du quart des membres de l'OIT — se sont engagés, lors de leur admission à l'Organisation, à respecter les obligations découlant des Conventions internationales du travail auxquelles avaient souscrit en leur nom les Etats qui assuraient précédemment la conduite de leurs relations internationales. Le nombre de ratifications enregistrées à la suite de ces décisions s'élève à 285 et doit atteindre 313 après l'admission imminente de deux nouveaux membres.

4. Depuis que la Commission a tenu sa dernière session dans le bâtiment du BIT, elle a eu la douleur d'apprendre le décès de deux de ses anciens Présidents, qui ont exercé une grande influence sur les travaux constitutionnels et juridiques de l'OIT. Le premier Président de la Commission, M. Manley O. Hudson, avait été également le premier conseiller juridique de la Conférence internationale du travail et tant le règlement intérieur de la Conférence que les clauses finales des conventions internationales du travail portent sa marque; c'est en grande partie à lui que l'OIT doit une pratique — peut-être sans précédent — qui veut que les conseillers juridiques de la Conférence soient aussi membres des comités de rédaction, pratique qui a beaucoup contribué à maintenir l'uniformité des textes législatifs qu'établit l'OIT. Quant à M. Georges Scelle, l'étude qu'il avait publiée, il y a trente ans, sur l'OIT et, plus particulièrement, sur les aspects originaux de sa Constitution et de sa procédure, ainsi que sur les caractéristiques des conventions internationales du travail, fait encore autorité aujourd'hui. Il avait participé aux travaux de nombreuses Conférences internationales du Travail et il avait été, pendant bien des années, l'un des principaux membres de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations.

5. En concluant, M. Jenks rend hommage à M. Tounkine,

Président de la Commission, dont il rappelle les travaux en matière de codification du droit international et la juste renommée dont il jouit dans son pays aussi bien qu'à l'étranger.

6. Le **PRESIDENT** remercie le Sous-Directeur général de l'OIT de l'aimable et intéressante déclaration qu'il vient de faire, ainsi que des services mis à la disposition de la Commission.

**Relations et immunités consulaires**  
(A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 11, A/CN.4/137)  
(suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

ARTICLE 48 (Exemption des prestations personnelles)

7. Le **PRESIDENT** invite la Commission à examiner l'article 48 du projet sur les relations et immunités consulaires (A/4425).

8. M. **ZOUREK**, Rapporteur spécial, présentant l'article, signale que les observations reçues des Gouvernements ne révèlent aucune objection quant au texte proposé; cependant, les Gouvernements des Pays-Bas (A/CN.4/136/Add.4) et de la Belgique (A/CN.4/136/Add.6) suggèrent d'en limiter la portée en supprimant les mots « et les membres du personnel privé au service exclusif des membres du consulat ». Le Gouvernement japonais (A/CN.4/136/Add.9) propose d'insérer après « personnel privé » les mots « qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et qui sont ». Cet amendement aurait pour effet de spécifier ce qui découle implicitement du paragraphe premier de l'article 50. Le Gouvernement polonais (A/CN.4/136/Add.5), estime que l'article devrait contenir une disposition exemptant le consulat de tous paiements en nature perçus par l'Etat de résidence. Enfin, selon le Gouvernement des Etats-Unis (A/CN.4/136/Add.3), l'article 48 compte parmi ceux qui doivent être examinés à la lumière des résultats de la Conférence de Vienne.

9. Il semble donc que la décision que la Commission est appelée à prendre concerne les catégories de personnes auxquelles doit s'étendre le bénéfice de l'exemption dont il s'agit. L'article 48, tel qu'il est rédigé, accorde plus de droits aux membres du consulat que ne le fait l'article 35 en relation avec l'article 37 de la Convention de Vienne dans le cas des agents diplomatiques. La Commission n'a décidé d'étendre l'exemption aux membres du personnel privé qu'après mûre réflexion, pour tenir compte de l'argument selon lequel leur soumission aux obligations découlant des prestations personnelles pourrait considérablement gêner le fonctionnement du consulat. Dans certains cas — lorsqu'il s'agit, par exemple, d'un chauffeur particulier ou d'un secrétaire qui seraient astreints à un service d'intérêt public en vertu des règlements en vigueur dans l'Etat de résidence et qui, de ce fait, se trouveraient empêchés pendant plusieurs jours de vaquer à leurs occupations normales — l'activité du consulat risquerait d'être considérablement gênée. La Commission a aussi pris en considération, d'une part, l'inconvénient que l'exemption pourrait constituer pour

l'Etat de résidence, d'autre part, les entraves qui risqueraient d'être apportées à l'exercice des fonctions consulaires si l'exemption n'était pas accordée, et elle est parvenue à la conclusion que les inconvénients sont bien moindres pour l'Etat de résidence que pour le consulat. Néanmoins, étant donné que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 37 de la Convention de Vienne visant les domestiques privés des membres de la mission ne prévoient pas d'exemption au titre des prestations personnelles, la Commission peut difficilement étendre cette exemption au personnel privé des membres du consulat. M. **Zourek** suggérerait donc à la Commission d'adopter la proposition des Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique, afin de prévenir les objections que pourraient soulever les participants à la conférence future de plénipotentiaires contre une disposition qui serait plus libérale que ne l'est la Convention de Vienne. Du point de vue de la forme, le Rapporteur spécial préfère celle du projet d'article 48 approuvé par la Commission au texte plus concis de l'article 35 de la Convention de Vienne.

10. M. **MATINE-DAFTARY** pense, comme le Rapporteur spécial, que l'exemption ne doit pas s'étendre aux membres du personnel privé; toutefois, il fait remarquer qu'en vertu des définitions que l'on trouve aux alinéas h) et k) de l'article premier, l'expression « membres du consulat » comprend les employés de consulat. En revanche, l'article 35 de la Convention de Vienne ne se réfère qu'aux agents diplomatiques, et l'article 37 de ladite Convention n'accorde que des privilèges limités au personnel administratif et technique des missions diplomatiques. En conséquence et puisque, de toute manière, le personnel privé au service des membres des missions diplomatiques et des consulats ne bénéficierait pas de l'exemption dont il s'agit parce qu'il est composé en règle générale de ressortissants de l'Etat de résidence, il serait plus sage de s'en tenir aux dispositions correspondantes de la Convention de Vienne plutôt que de maintenir l'article 48 sous la forme antérieurement approuvée par la Commission.

11. M. **ERIM** estime qu'il serait difficile d'adapter le texte actuel de l'article 48 à l'article 35 et à l'article 37 de la Convention de Vienne. L'article 35 énonce une règle générale visant les agents diplomatiques, tandis que l'article 37 étend aux membres du personnel le bénéfice de certains privilèges et immunités. M. **Erim** reconnaît que le projet d'articles sur les relations consulaires ne devrait pas accorder plus de privilèges et immunités que ne le fait la Convention de Vienne; néanmoins, il pense que l'on pourrait modifier l'article 48 sans en altérer le fond, en déclarant tout simplement que les privilèges et immunités prévus dans la Convention de Vienne doivent constituer un maximum à ne pas dépasser. D'autre part, si l'on décidait, à propos de l'exemption visée à l'article 48, de suivre de près le libellé de la Convention de Vienne, il faudrait également remanier d'autres articles en vue de spécifier les privilèges et immunités reconnus aux différentes catégories des membres du consulat.

12. Le **PRESIDENT** constate que les membres de la Commission sont généralement d'accord pour limiter le bénéfice de l'article aux membres du consulat et à leurs familles, à l'exclusion du personnel privé. A son avis, l'on devrait aligner le libellé de l'article 48 sur les dispositions

correspondantes de la Convention de Vienne, étant donné qu'elles traitent, les unes et les autres, du même sujet. Il suggère la rédaction suivante :

« L'Etat de résidence est tenu d'exempter les membres du consulat et les membres de leurs familles de toute prestation personnelle, de tout service d'intérêt public de quelque nature qu'il soit et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires. »

13. M. MATINE-DAFTARY convient de la nécessité de s'inspirer des dispositions correspondantes de la Convention de Vienne; mais, s'agissant de la famille des membres du consulat, il fait observer que le paragraphe premier de l'article 37 de la Convention stipule que les membres de la famille bénéficient des privilèges en question pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire.

14. M. YASSEEN fait observer que l'expression « membres du consulat », telle qu'elle est définie à l'article premier englobe les membres du personnel consulaire, dont font partie les « employés de consulat », expression qui désigne toute personne remplissant une tâche administrative, technique ou de service dans un consulat. En conséquence, l'article 48 a un champ d'application beaucoup plus étendu que les dispositions correspondantes de la Convention de Vienne.

15. Le PRESIDENT est d'accord avec M. Yasseen et pense qu'il faudra demander au Comité de rédaction de réviser cet article, compte tenu des articles 35 et 37 de la Convention de Vienne.

16. M. ZOUREK, Rapporteur spécial, fait remarquer que, la situation des consulats étant différente de celle des missions diplomatiques, il faudrait examiner, dans le cadre du projet en discussion, si l'octroi de cette exemption particulière sur une base plus large ne serait pas justifié. Le personnel d'un petit consulat peut accomplir des fonctions très diverses; en fait, il arrive qu'un consulat soit composé du chef de poste et d'un seul employé. Même dans des consulats plus importants, on peut concevoir que l'absence (en raison de prestations personnelles envers l'Etat de résidence) d'un garçon de bureau, chargé en permanence de transporter des documents entre le consulat et les autorités locales, puisse considérablement gêner le bon fonctionnement du consulat. L'inconvénient serait certainement moindre dans le cas d'une mission diplomatique. C'est pourquoi la Commission devrait bien peser la situation avant de décider de suivre de trop près les dispositions de la Convention de Vienne.

17. M. PADILLA NERVO souligne que l'article 48 ne fait pas de distinction entre les ressortissants de l'Etat d'envoi et ceux de l'Etat de résidence. Alors que le personnel privé est souvent composé, comme l'a fait remarquer M. Matine-Daftary, de ressortissants de l'Etat de résidence, ce sont généralement des nationaux de l'Etat d'envoi qui remplissent les tâches administratives et techniques.

18. M. Padilla Nervo est partisan, d'une manière générale, d'employer autant que possible dans le projet actuel les termes des articles correspondants de la Convention de Vienne. Dans l'espèce, toutefois, il se demande si la Conférence de Vienne, en discutant les articles 35 et 37,

a envisagé toutes les possibilités, y compris celle où l'on demanderait aux employés d'une mission d'accomplir un service militaire.

19. Il conviendrait de rédiger l'article 48 de façon à exempter tous les employés ressortissants de l'Etat d'envoi, du service militaire, du service dans les milices ou des fonctions de jurés — formes de service énumérées au paragraphe 1 du commentaire. Il faut tenir compte du fait qu'il est défendu aux ressortissants de nombreux pays de servir dans les forces armées d'un autre pays, sous peine de perdre leur nationalité. Si donc l'expression « services d'intérêt public » comprend le service militaire ou le service dans les milices, l'Etat de résidence ne peut pas imposer ce genre d'obligations aux ressortissants de l'Etat d'envoi, quel que soit leur statut dans le cadre du consulat.

20. Cette formule serait conforme à la pratique générale des Etats dont témoignent de nombreuses conventions consulaires bilatérales, et l'on ne peut guère s'attendre à ce que les Etats dépassent les termes de ces conventions en ce domaine. A ce sujet, M. Padilla Nervo attire l'attention de la Commission sur les dispositions de l'article 11 de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède<sup>1</sup>, dont les dispositions en la matière sont semblables à celles figurant dans des conventions consulaires conclues par le Royaume-Uni avec de nombreux autres pays, dont le Mexique.

21. Aux termes du paragraphe 2 de cet article 11, les consuls ou employés de consulat sont exempts de toute réquisition ou contribution militaire, notamment en vue du logement des troupes. Aux termes du paragraphe 4, tout consul qui n'est pas ressortissant de l'Etat de résidence « ainsi que tout employé de consulat qui remplit les conditions énoncées au paragraphe 5 du présent article, seront exempts de tout service dans l'armée de terre, la marine, l'aviation, la police ou l'administration, et ne pourront pas être appelés à faire partie d'un jury ». Le paragraphe 5 en question exige les conditions suivantes de la part de l'employé intéressé : a) être ressortissant de l'Etat d'envoi et ne pas posséder la nationalité de l'Etat de résidence; b) n'exercer aucune activité privée de caractère lucratif dans le territoire; et c) n'avoir pas eu sa résidence habituelle dans le territoire au moment de sa nomination au consulat.

22. Ainsi, les employés de consulat ressortissants de l'Etat d'envoi qui remplissent les conditions requises sont exempts de toute forme de service militaire et autres services d'intérêt public, en vertu des conventions bilatérales en question. M. Padilla Nervo demande donc instamment que l'on envisage d'exempter de certaines obligations militaires tous les membres du personnel consulaire qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi, ou du moins que l'on mentionne dans le commentaire que de nombreuses conventions bilatérales en vigueur accordent cette exemption auxdites personnes.

23. M. AMADO rappelle qu'en prenant sa décision à propos de l'article 48, la Commission avait été influencée par des exemples illustrant d'une façon convaincante les difficultés qui pourraient se présenter si les membres du personnel de service et les domestiques privés des petits

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 202, p. 211 et suivantes.

consulats étaient assujettis à des prestations personnelles<sup>2</sup>. L'opinion de la Commission à cet égard est exprimée très clairement dans la seconde phrase du paragraphe 2 du commentaire et M. Amado pense qu'il faut en tenir compte.

24. M. YASSEEN n'est pas convaincu par l'argument du Rapporteur spécial en ce qui concerne les petits consulats. En fait, le personnel de beaucoup de petites ambassades ou légations consiste en deux ou trois personnes; dans ces cas, le personnel privé n'est pas moins nécessaire pour l'accomplissement normal des fonctions diplomatiques qu'il ne l'est dans un consulat pour l'accomplissement des fonctions consulaires. C'est pourquoi, M. Yasseen considère que la Commission est liée par les termes de la Convention de Vienne pour ce qui est de l'exemption en cause, et qu'elle ne saurait aller au-delà des dispositions de cet instrument.

25. M. SANDSTRÖM partage entièrement l'avis de M. Yasseen. On pourra certainement résoudre ultérieurement par la pratique les difficultés qui viendraient à se présenter. Les participants à la Conférence de Vienne ont eu du mal à trouver une règle qui tienne compte des deux considérations essentielles en jeu. Aussi faut-il donner à cet article une rédaction analogue à celle des dispositions correspondantes de la Convention de Vienne.

26. M. BARTOŠ rappelle qu'en prenant sa décision, lors de la douzième session, la Commission avait été guidée avant tout par le fait que les personnes faisant partie d'un consulat qui pourraient être assujetties à des prestations personnelles sont en nombre relativement restreint. L'exemption accordée à deux ou trois personnes ne représenterait qu'un désavantage négligeable pour l'Etat de résidence, alors que le travail du consulat pourrait être sérieusement affecté par une désorganisation de ce genre. C'est pourquoi M. Bartoš avait alors préconisé l'octroi de l'exemption sur la base la plus large.

27. Mais la Conférence de Vienne n'a depuis lors, accordé aux missions diplomatiques qu'une exemption beaucoup plus restreinte en ce domaine. Même si l'intérêt de la codification et du développement progressif du droit international est en jeu, la Commission ne peut guère, dans le cadre du présent projet, aller au-delà des dispositions adoptées par la conférence internationale la plus importante qui se soit occupée de la matière. C'est pourquoi, pour des raisons purement juridiques, M. Bartoš estime maintenant qu'il faut se conformer aux dispositions de la Convention de Vienne.

28. Sir Humphrey WALDOCK partage l'avis de M. Yasseen et de M. Bartoš. Les privilèges d'une importance toute relative dont il est question ne font pas encore partie du droit international en vigueur et la Commission pourra difficilement persuader les Etats de les accepter si ces privilèges vont au-delà des dispositions correspondantes de la Convention de Vienne. Il existe une forte tendance à ne pas accorder aux consuls des privilèges dépassant ceux des agents diplomatiques.

29. Le PRESIDENT propose de renvoyer l'article au Comité de rédaction afin qu'il le revise à la lumière de l'article 35 de la Convention de Vienne et qu'il y insère les dispositions pertinentes de l'article 37 de ce même instrument.

*Il en est ainsi décidé.*

#### ARTICLE 49 (Question de l'acquisition de la nationalité de l'Etat de résidence)

30. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, présentant l'article, souligne que le texte de cette disposition s'inspire de celui de l'article 35 du projet sur les relations et immunités diplomatiques (A/3859) et a surtout pour but d'empêcher l'acquisition automatique de la nationalité de l'Etat de résidence par deux catégories de personnes indiquées au paragraphe premier du commentaire de l'article 49. Les Gouvernements n'ont fait parvenir que trois observations sur cet article. Le Gouvernement espagnol (A/CN.4/136/Add.8) estime que la disposition ne devrait s'appliquer qu'aux consuls de carrière et aux employés de consulat qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi et ne se livrent, dans l'Etat de résidence, à aucune activité professionnelle de caractère lucratif en dehors de leurs fonctions officielles. Le Gouvernement du Chili (A/CN.4/136/Add.7), indique qu'il devra faire une réserve stipulant que le Chili appliquera cet article sans préjudice des dispositions de l'article 5 de sa Constitution politique. Le Gouvernement des Etats-Unis estime que les dispositions concernant la nationalité adoptées à la Conférence de Vienne ne sont peut-être pas celles que l'on pourrait reprendre dans une convention relative au personnel consulaire parce que, suivant la législation des Etats-Unis par exemple, l'enfant d'un fonctionnaire consulaire ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction des Etats-Unis et acquiert donc automatiquement la nationalité américaine s'il est né dans ce pays, tandis que l'enfant d'un agent diplomatique jouit de l'immunité de juridiction et n'acquiert donc pas automatiquement la nationalité américaine.

31. M. Žourek rappelle que la Conférence de Vienne a décidé de consigner les dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité dans un protocole de signature facultative (A/CONF.20/11), dont l'article 11 correspond étroitement à l'article en cours d'examen. Le Rapporteur spécial pense donc qu'il conviendrait de conserver l'article 49 dans sa rédaction actuelle et que la Commission pourrait laisser à la conférence de plénipotentiaires le soin de décider si cette disposition devra ou non être consignée dans un protocole spécial.

32. M. BARTOŠ est favorable au maintien de l'article 49. Abstraction faite de la question de fond, par souci de méthode, la Commission doit prendre en considération le fait que la Conférence de Vienne n'a pas rejeté la disposition correspondante (article 35) du projet relatif aux relations et immunités diplomatiques. La disposition en question n'a pas obtenu la majorité des deux tiers qui eût été nécessaire pour qu'elle puisse figurer dans la Convention. D'un autre côté, la proposition tendant à sa suppression a été rejetée, ayant recueilli moins de suffrages encore. Dans ces conditions, la Conférence a adopté la

<sup>2</sup> Cette disposition (qui constituait alors l'article 39) a été examinée à la douzième session, 543<sup>e</sup> séance (par. 1 à 16) et 573<sup>e</sup> séance (par. 32 à 35).

formule transactionnelle d'un protocole facultatif concernant l'acquisition de la nationalité.

33. La Conférence de Vienne n'a donc fait apparaître de majorité écrasante ni dans un sens ni dans l'autre. Elle a seulement mis en évidence le clivage existant de longue date entre les pays d'immigration, qui appliquent le principe du *jus soli* et les pays d'émigration, qui suivent le système du *jus sanguinis*.

34. Quant à lui, M. Bartoš estime que le privilège de transmettre sa nationalité à ses propres enfants est chose essentielle pour tout fonctionnaire servant son pays à l'étranger. Il approuve donc les dispositions qui figurent à l'article 49.

35. Selon M. YASSEEN, on ne saurait prétendre que la Conférence de Vienne, qui a adopté un protocole de signature facultative où figure une disposition toute semblable quant au fond à celle de l'article 49, ait rejeté cette disposition.

36. M. Yasseen fait ressortir que la disposition à l'examen n'intéresse pas seulement la femme et les enfants d'un fonctionnaire appartenant au service diplomatique. Il est aussi nécessaire pour les membres d'une mission diplomatique ou d'un consulat que pour leurs enfants d'être exemptés de l'application des lois de l'Etat de résidence en matière de nationalité. Dans certains pays, le seul fait de la résidence prolongée — parfois même le délai n'est que d'un an — suffit à imposer la nationalité du pays de résidence. Il est donc nécessaire de garantir qu'un membre d'une mission diplomatique ou d'un consulat ne sera pas censé avoir acquis la nationalité de l'Etat de résidence par le seul effet des lois de cet Etat. Le cas se présente notamment lorsqu'il s'agit d'un ancien ressortissant de l'Etat de résidence qui a perdu sa nationalité pour avoir été naturalisé par un autre pays.

37. L'article 49 dit, en pratique, que les personnes qui se trouvent dans l'Etat de résidence pour cette seule raison qu'elles sont au service de l'Etat d'envoi, ainsi que les membres de leurs familles, ne doivent pas acquérir la nationalité de l'Etat de résidence du seul fait des lois de ce dernier Etat sur la nationalité. A supposer que l'on n'admette pas que la règle existe déjà en droit international coutumier, en ce qui concerne les consuls, il faudrait cependant accepter l'article 49 comme une mesure utile au titre du développement progressif du droit international.

38. M. VERDROSS dit que l'on pourrait difficilement contester le bien-fondé des observations faites par le Gouvernement des Etats-Unis. Un agent diplomatique n'est pas soumis à la juridiction de l'Etat de résidence; mais un fonctionnaire consulaire n'est pas exempt de cette juridiction. La Commission devrait donc rechercher s'il est possible d'exempter les membres du consulat de l'application des lois de l'Etat de résidence sur la nationalité.

39. M. Verdross ne pense pas que le cas mentionné par M. Yasseen puisse se produire dans la pratique. Une résidence d'une durée déterminée est à l'ordinaire l'une des conditions de l'acquisition volontaire d'une nouvelle nationalité mais M. Verdross ne connaît pas de cas où une nationalité serait imposée à une personne en raison seulement de sa résidence.

40. M. YASSEEN répond que le cas qu'il a cité peut se produire dans la pratique. Une personne qui acquiert par la naturalisation la qualité de citoyen d'un pays perd habituellement sa première nationalité, en vertu des lois de son pays d'origine. Toutefois, les lois de nombreux pays préviennent qu'au cas où cet ancien citoyen revient dans son pays, il recouvre *ipso facto* sa nationalité d'origine. Ainsi donc, à supposer qu'une personne ayant ainsi perdu sa première nationalité revienne dans son pays d'origine, en qualité de membre du service consulaire du pays de sa nouvelle nationalité, elle pourrait se voir imposer la nationalité de l'Etat de résidence soit en raison de son retour, soit après une période déterminée de résidence. Il est donc nécessaire de dire expressément que les membres du consulat ne sont pas soumis aux règles posées en matière de nationalité par l'Etat de résidence. Dans le texte français, le mot « législation » devrait être remplacé par le mot « droit » (cette modification n'intéresse pas le texte anglais).

41. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, souligne, à propos des remarques de M. Verdross sur les observations des Etats-Unis, que, d'après l'opinion prépondérante de la doctrine, l'immunité de la juridiction de l'Etat accréditaire accordée à l'agent diplomatique n'a pas pour effet de soustraire celui-ci à l'application des lois de l'Etat accréditaire autres que celles, bien entendu, qui lui imposeraient des obligations incompatibles avec les privilèges et immunités diplomatiques. Il est dit expressément au paragraphe premier de l'article 41 de la Convention de Vienne que, sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat accréditaire.

42. De même, lorsqu'il s'agit des consuls, il est dit à l'article 53 que, sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient des privilèges et immunités consulaires ont le devoir de respecter les lois et les règlements de l'Etat de résidence. Ainsi, il n'y a pas de différence entre fonctionnaires diplomatiques et fonctionnaires consulaires en ce qui concerne le devoir de respecter les lois de l'Etat de résidence. Il est donc nécessaire de préciser que les fonctionnaires consulaires ne sont pas soumis de plein droit à l'application des lois de l'Etat de résidence en matière de nationalité.

43. Même si l'on applique, aux fins de la discussion, le raisonnement suivant lequel l'immunité de juridiction des agents diplomatiques va jusqu'à les soustraire aux lois de l'Etat de résidence, comme le supposent les observations du Gouvernement des Etats-Unis, le projet à l'examen devrait, *a fortiori*, contenir une disposition analogue à celle de l'article 49. En effet, les membres du consulat ne sont pas exemptés de la juridiction de l'Etat de résidence et, pour éviter des cas de double nationalité, il faut bien préciser qu'eux et leur famille sont soustraits à l'application « automatique » des lois de l'Etat de résidence en matière de nationalité.

44. Le PRESIDENT constate que l'accord semble réalisé pour renvoyer l'article 49 au Comité de rédaction, en priant celui-ci de tenir compte, dans la rédaction du texte, des remarques faites par M. Yasseen ainsi que du texte du protocole de Vienne concernant l'acquisition de

la nationalité. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que la Commission accepte cette solution.

*Il en est ainsi décidé.*

ARTICLE 50 (Membres du consulat, membres de leurs familles et membres du personnel privé, ressortissants de l'Etat de résidence).

45. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, déclare que l'article 50 est l'un des articles clefs du projet. Les Gouvernements ont attaché une grande importance à ses dispositions et deux d'entre eux — la Norvège (A/CN.4/136) et l'Espagne — ont même indiqué qu'à leur avis il faudrait souvent citer l'article 50 et y renvoyer dans les autres dispositions du projet (voir aussi les observations du Rapporteur spécial dans son troisième rapport (A/CN.4/137)<sup>3</sup>.

46. L'observation faite par le Gouvernement des Philippines (A/CN.4/136) repose sur une interprétation erronée des termes de l'article premier (Définitions), où l'expression « membres du consulat » est définie comme comprenant le chef de poste consulaire et les « membres du personnel consulaire » [al. f)] et où ces derniers sont définis, à l'alinéa k), comme comprenant non seulement les fonctionnaires consulaires, mais aussi les employés de consulat.

47. Le Gouvernement suédois (A/CN.4/136/Add.1, observations relatives à l'article 41) juge l'adjectif « officiels » superflu au paragraphe premier de l'article 50. Il relève que cet adjectif ne figure pas à l'article 41, bien que le commentaire indique que l'immunité prévue dans cet article a exclusivement trait aux actes de la fonction.

48. Le Gouvernement belge propose que tous les membres du consulat bénéficient dans l'exercice de leurs fonctions de l'immunité de juridiction pour les actes officiels. Il estime donc que le bénéfice de l'immunité prévue au paragraphe premier de l'article 50 devrait être accordé à tous les membres du consulat, et non pas seulement aux fonctionnaires consulaires. Selon ce gouvernement, le personnel subalterne exerce, dans la pratique, des parcelles de la fonction consulaire; aussi la question lui paraît-elle d'autant plus importante que ce personnel subalterne est souvent recruté sur place et qu'il s'agit donc souvent de ressortissants de l'Etat de résidence.

49. Les Gouvernements de la Belgique et de la Norvège estiment que l'immunité prévue à l'article 50 devrait en outre avoir pour effet d'exempter les intéressés de l'obligation de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs.

50. Les suggestions du Gouvernement de la Belgique tendant à reconnaître, dans le cas envisagé, l'immunité de juridiction même aux employés consulaires sont conformes à la pratique de quelques Etats, telle qu'elle ressort d'un certain nombre de conventions bilatérales, mais le Rapporteur spécial pense que l'on ne saurait guère attendre des Etats qu'ils accordent sur ce point aux membres du consulat des privilèges plus étendus que les privilèges

prévus dans la Convention de Vienne pour les membres du personnel d'une mission diplomatique.

51. Le paragraphe premier de l'article 38 de la Convention de Vienne n'accorde à l'agent diplomatique qui a la nationalité de l'Etat accréditaire ou y a sa résidence permanente, le bénéfice de « l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité, que pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de ses fonctions ». Aux termes du paragraphe 2 du même article, les autres membres du personnel de la mission qui sont ressortissants de l'Etat accréditaire ou qui y ont leur résidence permanente, ne bénéficient des privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît.

52. En conclusion, malgré l'intérêt des arguments présentés par le Gouvernement de la Belgique, M. Žourek ne juge pas possible d'accorder aux employés de consulat des privilèges plus étendus que ceux dont jouissent les membres du personnel non diplomatique d'une mission diplomatique.

53. M. VERDROSS fait observer que l'expression « actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions », qui figure dans le commentaire de l'article 41, est considérée comme désignant des actes officiels. Par conséquent, l'épithète « officiels » employée au paragraphe premier de l'article 50 est superflue et devrait être supprimée.

54. Il faudrait supprimer également la deuxième phrase du paragraphe premier et l'ensemble du paragraphe 2. Les dispositions qui y figurent n'ajoutent rien, en effet, à l'article 50, car un privilège ou une immunité que l'Etat de résidence a la faculté d'accorder ou de retirer à son gré ne constitue pas un droit proprement dit en droit international.

55. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, estime qu'il faudrait suivre le modèle de la Convention de Vienne. Le paragraphe 2 de l'article 38 de ladite Convention renferme, en effet, une disposition analogue à celle qui figure au paragraphe 2 de l'article 50 du projet en discussion.

56. La Commission se rappellera que le paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention de Vienne contient la formule suivante : « Toutefois, l'Etat accréditaire doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission. » La question est celle de savoir si la Commission devrait renforcer les dispositions du paragraphe 2 de l'article 50 en y ajoutant une formule analogue.

57. Enfin, la Commission devrait examiner s'il n'y aurait pas lieu d'assimiler un résident permanent de l'Etat de résidence à un ressortissant dudit Etat, comme le fait le paragraphe premier de l'article 38 de la Convention de Vienne en ce qui concerne les agents diplomatiques.

58. M. ERIM souligne que, dans la pratique, il arrive très rarement qu'un agent diplomatique ait été un résident permanent de l'Etat accréditaire avant sa nomination; par conséquent, si l'exception prévue au paragraphe premier de l'article 38 de la Convention de Vienne est importante du point de vue théorique, elle n'a pas une portée pratique bien grande.

59. M. Erim ne pense pas que l'insertion d'une dispo-

<sup>3</sup> Toutefois, voir plus loin le paragraphe 70, où le Rapporteur spécial déclare retirer le nouveau texte qu'il a proposé pour l'article 50.



sition comme celle qui figure dans la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 38 de la Convention de Vienne suffirait pour mettre les membres d'un consulat à l'abri de toute ingérence injustifiée dans l'exercice de leurs fonctions.

60. Les observations présentées par le Gouvernement belge sont fondées, car il est vrai qu'en fait les fonctions consulaires sont en partie exercées par des employés subalternes et que, bien souvent, le fonctionnaire consulaire ne fait que signer les documents établis par ces derniers. Il faudrait donc modifier le paragraphe premier de l'article de manière qu'il s'applique non seulement aux fonctionnaires consulaires mais aussi aux employés de consulat qui sont ressortissants de l'Etat de résidence; cela aurait pour effet de soustraire ces derniers à la juridiction de l'Etat de résidence pour ce qui est des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. C'est pourquoi M. Erim appuie la proposition belge, nonobstant les dispositions de l'article 38 de la Convention de Vienne.

61. M. BARTOŠ rappelle qu'à la Conférence de Vienne deux groupes de pays, partant de prémisses différentes, sont parvenus à la même conclusion. Les représentants des Etats qui accueillent un nombre important d'immigrants ont déclaré que les personnes qui résident de manière permanente dans leurs pays pendant un certain nombre d'années sont assimilées aux nationaux pour tout ce qui touche aux droits et obligations. Les représentants du deuxième groupe de pays, principalement d'Afrique et d'Asie, ont souligné que les résidents permanents, au lieu de témoigner d'un sentiment de loyalisme envers leur pays de résidence, ne manquent pas de faire état de leur nationalité chaque fois que cela leur convient. Toutefois, l'un et l'autre groupes sont convenus que les résidents permanents, quelle que soit leur nationalité doivent être traités de la même manière que les ressortissants de l'Etat accréditaire s'ils ont acquis le statut de résident permanent avant de commencer à exercer leurs fonctions diplomatiques.

62. M. Bartoš se déclare fortement opposé à cette doctrine, peut-être parce que, dans son pays, la notion de résidence permanente est peu connue alors que des distinctions très nettes sont établies d'après la nationalité. Toutefois, bien qu'il n'approuve pas les arguments qui ont incité la Conférence à insérer dans l'article 38 de la Convention de Vienne une disposition relative aux résidents permanents, il serait disposé à appuyer une mention à ce sujet dans l'article 50 du projet en discussion si la majorité des membres se prononce en faveur de cette thèse. Si, toutefois, la majorité est très faible, il s'abstiendra dans le vote.

63. M. FRANÇOIS fait observer que le Rapporteur spécial a omis de signaler l'observation du Gouvernement des Pays-Bas concernant le témoignage des ressortissants de l'Etat de résidence; cette observation se rapproche beaucoup de celle formulée par le Gouvernement belge. Il serait certainement souhaitable d'insérer dans l'article une disposition comme celle proposée par le Gouvernement néerlandais car, si obligation était faite à un membre du consulat de témoigner sur des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, l'immunité qui lui est reconnue serait sans effet. Lorsqu'elle a examiné l'article 29 du projet sur les relations et immunités diplomatiques

(A/3859), la Conférence de Vienne n'a probablement pas remarqué que ce texte était incomplet et avait besoin d'être développé. Il s'agit là, certes, d'une lacune grave mais une telle omission aurait des conséquences encore plus fâcheuses dans le projet en discussion car, contrairement aux membres du personnel diplomatique d'une mission, il arrive assez souvent que les membres du personnel consulaire soient ressortissants de l'Etat de résidence.

64. En outre, comme par le jeu de l'article 54, l'article 50 est applicable aux consuls honoraires, il en résultera que ces derniers également seront tenus de témoigner, à moins qu'on n'insère dans l'article une réserve expresse à ce sujet.

65. Bien que M. François soit très partisan de suivre la Convention de Vienne toutes les fois que cela semble approprié, il estime nécessaire de combler, dans l'article en discussion, les lacunes que la Convention présente en matière d'obligation de témoigner.

66. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, fait observer qu'à la Conférence de Vienne, à laquelle il a participé, il y avait une nette tendance à restreindre les privilèges et immunités des membres d'une mission diplomatique qui sont ressortissants de l'Etat accréditaire. La Commission remarquera qu'au paragraphe premier de l'article 8 de la Convention de Vienne, il est stipulé que les membres du personnel diplomatique de la mission doivent avoir en principe la nationalité de l'Etat accréditant. Cette thèse trouve son expression dans l'article 38 de la Convention qui limite expressément l'immunité de juridiction et l'inviolabilité des ressortissants ou des résidents permanents de l'Etat accréditaire aux actes officiels accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Le paragraphe 2 du même article stipule nettement que les autres membres du personnel de la mission ainsi que les domestiques privés qui sont ressortissants de l'Etat accréditaire bénéficient seulement des privilèges et immunités que cet Etat leur reconnaît.

67. Sir Humphrey WALDOCK dit qu'il lui est assez difficile de discerner la différence de principe qui existe entre l'article 50 du projet et l'article 38 de la Convention de Vienne. On pourrait soutenir certes, que les dispositions de l'article 50 s'appliquent à un plus grand nombre de personnes que les dispositions correspondantes de l'article 38. Mais il convient de se rappeler qu'après tout, une mission diplomatique emploie des secrétaires et du personnel subalterne qui ont connaissance de questions officielles ayant parfois un caractère hautement confidentiel et que, par conséquent, la question des immunités dont ils doivent bénéficier présente une importance capitale. En revanche, les questions dont traite le consulat sont d'un ordre tout à fait différent et concernent généralement des affaires qui intéressent des particuliers. Sir Humphrey partage les doutes exprimés par les Gouvernements belge et néerlandais qui jugent insuffisante la protection que l'article 50 du projet accorde en matière de témoignage sur des affaires officielles; il se demande si le problème a été suffisamment discuté à la Conférence de Vienne et si, en fait, l'article 38 de la Convention est le résultat d'un examen approfondi. Quoi qu'il en soit, ce



texte est déjà adopté et fait actuellement partie d'une convention internationale; par conséquent, malgré les hésitations qu'elle éprouve, la Commission n'a probablement pas d'autre possibilité que de rédiger l'article 50 en termes analogues à l'article correspondant de la Convention. Elle ne saurait, en effet, adopter en faveur du personnel consulaire, une disposition plus libérale que celle relative au personnel diplomatique. Sir Humphrey espère néanmoins que la Commission insérera dans l'article 50 une phrase s'inspirant de la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 38. Une telle disposition, même si en fait elle n'est pas suffisamment catégorique, permettrait de protéger les intéressés dans une certaine mesure et de répondre tant soit peu aux objections soulevées par les Gouvernements belge et néerlandais.

68. Si la Commission décide de se conformer au texte de l'article 38 de la Convention, elle serait entièrement fondée à appeler l'attention sur le problème dans le commentaire; cela incitera peut-être la conférence de plénipotentiaires à apporter au nouveau texte quelques améliorations par rapport à celui de la Convention de Vienne.

69. M. MATINE-DAFTARY souligne qu'en matière de témoignage, il convient de distinguer nettement entre les dépositions faites par les membres d'une mission diplomatique et celles faites par un fonctionnaire consulaire; les premières ont trait à des questions d'Etat, les secondes à des questions intéressant des particuliers. Dans ce dernier cas, il serait inadmissible qu'un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, car un tel refus risquerait de porter préjudice aux intérêts de la personne en cause.

70. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, se référant à la proposition de M. Verdross en vue de la suppression du mot « officiels » au paragraphe premier de l'article 50, explique que, ayant établi son troisième rapport avant de connaître les résultats de la Conférence de Vienne, il y proposait une nouvelle rédaction, tant pour l'article 41 que pour la première phrase de l'article 50. Par la suite, ayant examiné les articles 37 et 38 de la Convention de Vienne, il a décidé de retirer les deux projets en question. Les raisons pour lesquelles le mot « actes » ne se trouve pas qualifié, à l'article 41, par l'épithète « officiels » seront exposées dans le commentaire.

71. Les objections d'ordre juridique formulées par M. Verdross contre la deuxième phrase du paragraphe premier et le paragraphe 2 de l'article 50 sont parfaitement fondées; néanmoins, ces dispositions sont utiles en ce qu'elles précisent que l'Etat de résidence peut reconnaître d'autres privilèges et immunités. Il serait donc bon de maintenir ces dispositions, car elles pourraient encourager les Etats à octroyer des privilèges et immunités aux membres du consulat chaque fois qu'ils jugeraient possible et souhaitable de le faire.

72. M. JIMENEZ de ARECHAGA estime qu'en règle générale, il faut se tenir aussi près que possible de la Convention de Vienne et que les observations formulées par les gouvernements au sujet du projet d'articles sont dépassées, dans une certaine mesure, par les décisions que les participants à la Conférence de Vienne ont prises à la majorité des deux tiers et qui reflètent, par conséquent, l'opinion du plus grand nombre. Cependant, la

Commission ne devrait pas se départir de l'indépendance de jugement dont elle fait habituellement preuve. Dans le cas présent, l'article 50 devrait, comme l'article 38 de la Convention, mentionner les « actes officiels » et contenir une clause analogue à celle qui fait l'objet de la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 38. En revanche, l'article 50 ne devrait pas mentionner les résidents permanents, car cela retirerait à de nombreux consuls honoraires une bonne part des privilèges et immunités qui leur sont reconnus aux termes du texte actuel de l'article 54.

73. Il faudrait aussi ajouter à l'article 50 une disposition prévoyant l'exemption de l'obligation de répondre comme témoin.

74. Le PRESIDENT constate que la Commission, hésitant à s'écarter outre mesure de la Convention de Vienne, ne paraît pas vouloir retenir la suggestion du Gouvernement belge d'étendre le bénéfice du paragraphe premier à tous les membres du consulat, y compris le personnel de service.

75. Il ne semble pas, d'autre part, qu'il y ait une forte opposition à la suppression, proposée par M. Verdross, de la deuxième phrase du paragraphe premier, ni à l'addition au paragraphe 2 d'une phrase analogue à la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 38.

76. Sur deux points — l'article 50 doit-il mentionner, comme le fait la Convention de Vienne, les résidents permanents, et doit-il comporter une disposition visant l'exemption de l'obligation de témoigner sur des faits ayant trait à l'exercice de fonctions officielles ? — il n'a pas été possible au Président de dégager une opinion majoritaire; aussi se propose-t-il de régler ces questions par la voie du vote.

*Par 9 voix contre 3, avec 3 abstentions, la Commission décide de mentionner à l'article 50 les personnes qui ont leur résidence permanente dans l'Etat de résidence.*

77. M. MATINE-DAFTARY insiste auprès de la Commission pour qu'elle établisse une distinction, aux fins de l'exemption de l'obligation de répondre comme témoin, entre les témoignages afférents aux actes officiels intéressant l'Etat d'envoi et les témoignages requis pour des questions d'ordre privé intéressant des particuliers. L'immunité ne saurait être octroyée que dans le premier cas.

78. Le PRESIDENT rappelle qu'à une séance antérieure, lorsque la Commission a examiné l'article touchant les fonctions qu'exercent les consuls en qualité de notaires et de fonctionnaires d'état civil, elle avait longuement discuté de la possibilité de diviser les fonctions consulaires, comme l'impliquerait la proposition de M. Matine-Daftary, mais elle n'avait pas jugé la chose possible. Il espère que le débat ne sera pas rouvert.

79. Il demande à la Commission d'exprimer son avis sur l'insertion dans l'article 50 d'une disposition portant exemption de l'obligation de témoigner.

*Par 11 voix contre 2, avec 4 abstentions, la Commission se prononce en faveur de cette insertion.*

80. M. VERDROSS retire sa proposition tendant à supprimer le mot « officiels » dans la première phrase du paragraphe premier de l'article 50; il espère, toutefois,

que le Rapporteur spécial exposera dans le commentaire les raisons pour lesquelles ce mot ne figure pas à l'article 41. M. Verdross continue à ne pas comprendre pourquoi les deux articles sont rédigés de manière différente.

81. Le PRESIDENT propose de renvoyer l'article 50 au Comité de rédaction, en le priant de tenir compte des décisions intervenues à la présente séance.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 18 heures

## 604<sup>e</sup> SEANCE

Mardi 6 juin 1961, à 10 heures

Président : M. Grigory I. TOUNKINE

### Relations et immunités consulaires (A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 11, A/CN.4/137) (suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

#### PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

#### ARTICLE 51 (Commencement et fin des privilèges et immunités consulaires)

1. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner l'article 51 du projet relatif aux relations et immunités consulaires (A/4425.)

2. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, résume les observations des gouvernements. Le Gouvernement des États-Unis (A/CN.4/136/Add.3) considère que l'article 51 est à remanier à la lumière de la disposition correspondante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (A/CONF.20/13).

3. Le Gouvernement belge (A/CN.4/136/Add.6) a fait remarquer que la disposition du paragraphe 1 *in fine* n'est pas conforme à la pratique suivie en Belgique où les privilèges et immunités consulaires des membres du consulat qui se trouvent déjà sur le territoire ont pour point de départ non pas le moment où la nomination est notifiée au Ministère des affaires étrangères mais celui de la reconnaissance par l'État de résidence. Le Gouvernement belge a fait valoir qu'en bonne logique l'État de résidence doit marquer préalablement son accord puisque les intéressés sont souvent ses ressortissants.

4. Le Gouvernement belge a aussi suggéré de compléter la première phrase du paragraphe 3 par une disposition visant le cas des personnes dont les privilèges et immunités prennent fin alors qu'elles restent sur le territoire de l'État de résidence. L'addition suggérée par la Belgique ne paraît pas acceptable dans la rédaction proposée. On peut soutenir qu'il faudrait ajouter une disposition stipulant que les privilèges et immunités consulaires cessent, dans ce cas, à la date notifiée au Ministère des affaires

étrangères ou à l'autorité désignée par lui, comme marquant la fin des fonctions des intéressés. Telle est, en fait, la seule question de fond que la Commission aura à régler sous l'article 51.

5. Le Gouvernement espagnol (A/CN.4/136/Add.8) a critiqué la dernière phrase du paragraphe 3, comme contraire au droit coutumier, et fait valoir l'argument selon lequel, lorsqu'un ancien membre d'une mission diplomatique retourne dans l'État accréditaire sans avoir la qualité de diplomate, on peut intenter contre lui, les actions que le jeu de l'immunité paralysait lors de son premier séjour. Cet argument ne saurait être admis; la règle formulée dans la dernière phrase du paragraphe 3 est universellement admise pour les fonctionnaires diplomatiques et les fonctionnaires consulaires et elle est expressément énoncée au paragraphe 2 de l'article 39 de la Convention de Vienne, mais, bien entendu, l'immunité ne joue que pour les actes accomplis dans l'exercice de fonctions officielles.

6. Le Gouvernement chilien (A/CN.4/136/Add.7) a suggéré certaines modifications de rédaction qui intéressent le texte espagnol des paragraphes 1 et 2 et qui devront être renvoyées au Comité de rédaction. Il a également préconisé la suppression de la deuxième phrase du paragraphe 3 en faisant valoir que la révocation est une sanction purement administrative à laquelle il ne faut pas donner des effets de caractère international. Le Gouvernement chilien a fait la même observation à propos de l'article 25 mais la Commission n'y a pas donné suite. Elle devrait faire de même en la présente occurrence. La deuxième phrase du paragraphe 3 n'institue pas une sanction de droit international; elle énonce simplement l'une des causes de la cessation des privilèges et immunités consulaires.

7. En ce qui concerne la forme, M. Žourek pense que la Commission devrait maintenir tel qu'il est l'article 51 qui est plus précis que l'article 39 de la Convention de Vienne, car il distingue nettement les membres du consulat d'une part, les membres de leur famille vivant à leur foyer et le personnel privé d'autres part, tandis que l'article 39 de la Convention ne fait pas la même distinction entre les agents diplomatiques, leur famille et le personnel privé.

8. Le PRESIDENT considère que l'expression *persons belonging to the household* utilisée au paragraphe 2 du texte anglais ne traduit pas exactement l'expression française équivalente qui est correcte. Le Comité de rédaction devrait être chargé d'assurer la concordance des deux textes.

9. Pour M. YASSEEN, l'article 51 est acceptable dans l'ensemble, mais on pourrait aisément faire disparaître la deuxième phrase du paragraphe 3, car il est inutile de réserver une mention spéciale à l'un des moyens par lesquels les fonctions des membres du consulat prennent fin.

10. Le PRESIDENT pense que le mot *discharged* doit être entendu, dans ce contexte, au sens de *discharged locally* et il demande si le mot français « révocation » a une acception plus étendue.

11. M. MATINE-DAFTARY indique qu'en français le mot « révoquer » implique une sanction tandis que